

# LA LETTRE DE VEILLE

du Centre Islamique pour le Développement du Commerce

[www.icdt-cidc.org](http://www.icdt-cidc.org)

01 NOVEMBRE 2024

NUMÉRO 07



## Sommaire

**Actualité analysée** - Pêche : le Sénégal et le Cameroun se mettent à la durabilité • L'Arabie saoudite investit 5 milliards de dollars en Égypte • Nigéria et Türkiye renforcent leurs liens économiques et sécuritaires • Destination: Abou Dhabi débourse des milliards de dollars pour attirer les expatriés • Impôts : Bahreïn va taxer les bénéfices des multinationales dès 2025 • Spatial : après le Sénégal, Prométhée va développer une constellation pour la Côte d'Ivoire • Maroc : les nouvelles priorités du Souverain • Pourquoi l'Afrique devrait accélérer le développement de l'industrie de l'hydrogène vert? • 8<sup>ème</sup> Réunion Annuelle des Institutions de l'OCI • L'Afrique en Lumière : Le Forum d'Investissement de l'OCI à Bamako, 2025  
**Actualités en Bref**  
Agenda

## □ ACTU ANALYSÉE

### PÊCHE : LE SÉNÉGAL ET LE CAMEROUN SE METTENT À LA DURABILITÉ

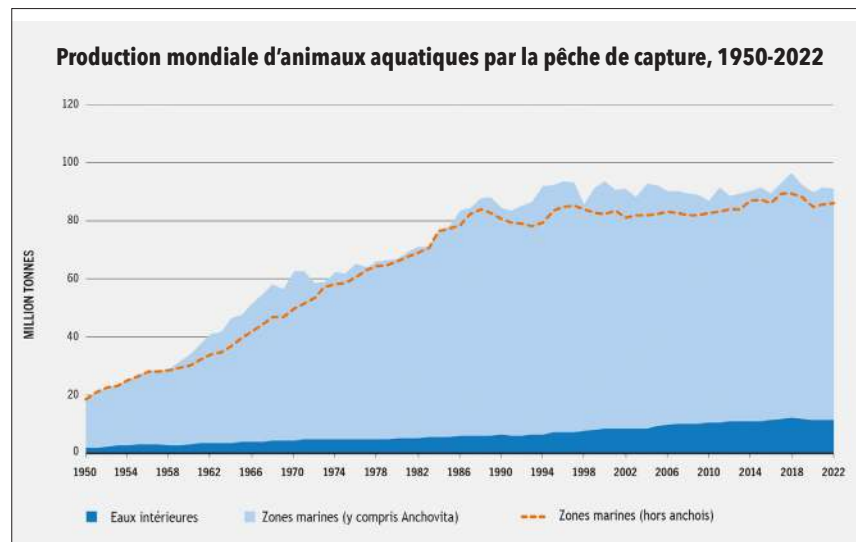
*Parce qu'elle nuit directement aux communautés côtières dont elle compromet la sécurité alimentaire et les revenus, la pêche illégale s'apparente à un fléau que Dakar et Yaoundé tentent de combattre.*

Au Sénégal, le nouveau gouvernement a fait de la réforme de la pêche l'une de ses principales priorités. Après avoir récemment diffusé une liste des navires autorisés à pêcher dans ses eaux, le pays vient de rendre publiques des informations sur les sanctions et amendes pour les infractions liées à la pêche, notamment la pêche sans licence et la capture de poissons juvéniles. Depuis janvier 2024, les amendes prononcées se

situent entre 400 et 599 millions de francs CFA, soit entre 611 000 et 916 000 euros. Il s'agit là d'une avancée importante par rapport à l'année dernière, où seulement 103 millions de francs CFA (157 000 euros) étaient exigés en vertu des mêmes lois sur la pêche. Pas qu'au Sénégal, au Cameroun, des progrès ont aussi été réalisés. Des efforts sont depuis déployés pour parvenir à lever cette sanction. Ce mois-ci, une étape a

été franchie. En publiant la liste des licences des navires du pays, les autorités camerounaises ont introduit des mesures de transparence indispensables pour que les États et tous les acteurs de la chaîne d'approvisionnement concernés puissent vérifier le statut d'un navire et faire un pas de plus vers l'éradication de la pêche illégale. Les deux pays doivent maintenant tirer parti de ces progrès. Au Sénégal, la mise à dispo-

sition régulière d'une liste complète des sanctions et des bénéficiaires effectifs des activités d'un navire, par opposition aux informations globales actuelles, constitue une priorité. Cette démarche permettrait de renforcer les efforts déployés pour identifier les responsables de la pêche illégale. Et aussi d'élever le niveau de dissuasion, donc de la prévention. Au Cameroun, les autorités sont également sur le qui-vive sur ces questions. Il incombe à chaque pays de veiller à ce que les navires qui battent son pavillon respectent les normes de ce pays.. ■



## L'ARABIE SAOUDITE INVESTIT 5 MILLIARDS DE DOLLARS EN ÉGYPTE

*L'Arabie Saoudite injecte 5 milliards de dollars en Egypte pour une première phase d'investissements.*

Le prince héritier d'Arabie Saoudite et Premier Ministre, Mohammed Ben Salmane, a annoncé en septembre dernier, que son pays va investir cinq milliards de dollars en Egypte, dans un première phase via le Fonds public d'investissement saoudien, lors de sa réunion avec le Premier Ministre Mostafa Madbouly à Riyad. Selon un communiqué publié par le Conseil des ministres, Ben Salmane a dit qu'il envisage de rendre visite au Caire «prochainement» et qu'il apprécie tous les efforts qui ont été déployés

pour résoudre les problèmes des investisseurs saoudiens en Égypte. De son côté Madbouly, a confirmé qu'un accord visant à «protéger et encourager» les investissements saoudiens est en phase de finalisation et devrait entrer en vigueur dans les trois mois. «Sur les quelque 95 problèmes entravant les investissements saoudiens, 81 ont été résolus» a indiqué le Premier Ministre, tout en promettant de résoudre les problèmes restants avant la fin de l'année. L'Arabie Saoudite est le plus grand investisseur étranger en

Égypte, selon les chiffres de 2022/23, avec plus de 2 milliards de dollars et détient des parts dans des entreprises clé dans les secteurs de l'industrie, de l'agriculture, du tourisme, des télécommunications, des technologies de l'information et de la construction. Notons qu'en août 2022, le Fonds d'investissement public saoudien a acheté des actions de 4 sociétés publiques égyptiennes à un total de 1,3 milliard de dollars, dans le cadre du programme de vente des actifs de l'État. ■

## NIGÉRIA ET TÜRKIYE RENFORCENT LEURS LIENS ÉCONOMIQUES ET SÉCURITAIRES

*L'Association nigériane des chambres de commerce, d'industrie, des mines et d'agriculture (NACCIMA) et le Conseil des affaires de Türkiye ont décidé de renforcer les relations bilatérales entre le Nigéria et la Türkiye, au double plan sécuritaire et économique.*

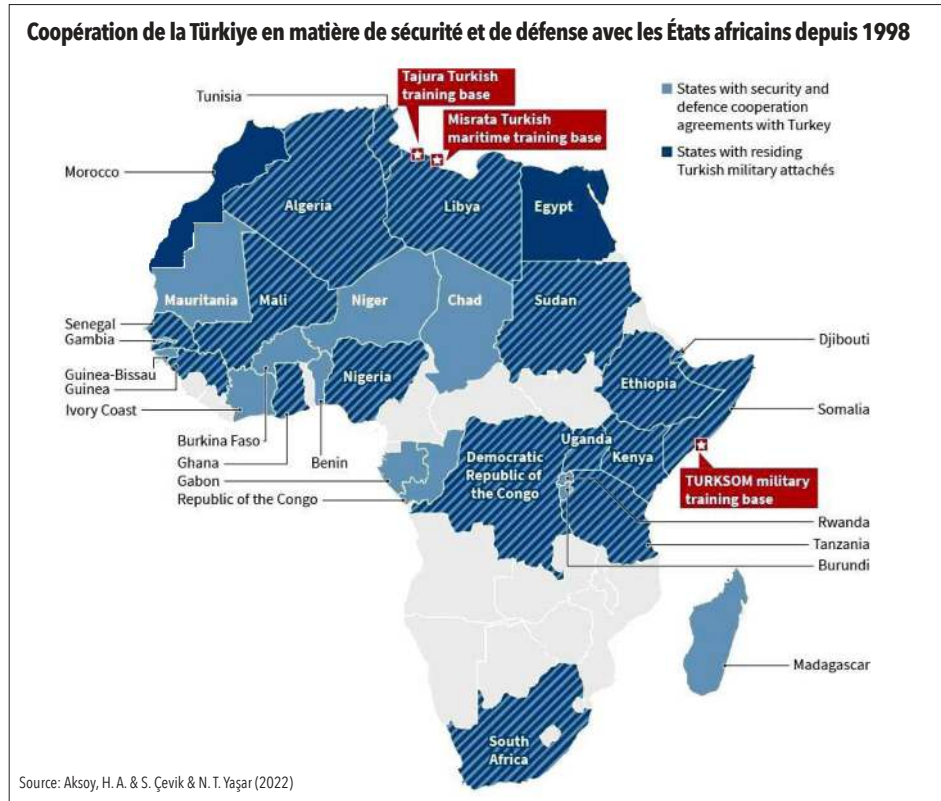
S'était lors de l'inauguration de l'Association des industriels et hommes d'affaires indépendants au Nigéria, qui s'est tenue à l'Ambassade de Türkiye à Abuja, que les participants ont convenu d'investir davantage dans la sécurité et l'économie des deux pays. Le Directeur Général de TMT Travels and Tours Limited, Dr Ifeanyi

Onukwubiri, a déclaré que la NACCIMA et la NTBC ont convenu que la meilleure façon pour les deux pays était d'investir dans l'économie par le biais de l'agriculture, de la sécurité, du tourisme et de l'éducation. Rappelons d'ailleurs que le lancement de MUSIAD Nigeria, qui s'est tenu à l'Ambassade de Türkiye à

Abuja, a été suivi par le président national de la NACCIMA et président de la NTBC, Dele Kelvin Oye, qui étaient accompagnés des membres de la NTBC, Dr Ifeanyi Onukwubiri, PDG de TMT Travels & Tours Limited, et M. Buchi Francis Eche, MD de Dreamland Global Synergy Limited.

L'ambassadeur de Türkiye au Nigéria, Hidayat Bayraktar, ainsi que des membres des communautés d'affaires turque et nigériane étaient également présents, ce qui a renforcé les liens entre les deux pays.

« Nous avons convenu que la NTBC et la NACCIMA renforcent les liens bilatéraux par le biais de la sécurité, de l'agriculture, du tourisme et de l'éducation. Nous comprenons le rôle que jouent l'éducation, le tourisme, l'agriculture et la sécurité dans le commerce et l'investissement internationaux et la NTBC et la NACCIMA sont déterminées à y parvenir », a déclaré Onukwubiri, cité par les médias locaux.



## DESTINATION : ABOU DHABI DÉBOURSE DES MILLIARDS POUR ATTIRER LES EXPATRIÉS

*L'Émirat entend rivaliser avec Dubaï et devenir un centre économique et culturel. Pour cela, il mise sur les investissements étrangers et les expatriés*

Le nouveau musée Guggenheim est en construction et complètera le nouveau musée national Zayed, ainsi que l'antenne locale du Louvre ouverte en 2017. «Abou Dhabi investit également des milliards de dollars supplémentaires dans la construction de vastes complexes résidentiels pour attirer les riches expatriés qui souhaitent vivre et travailler ici. Des acheteurs fortunés du Royaume-Uni, d'Inde, d'Espagne et d'ailleurs s'arrachent des villas en bord de mer coûtant des millions», révèle une étude de Bloomberg. 8 660 logements devraient sortir de terre cette année, ainsi que 56 000 mètres carrés d'immeubles de bureaux. En tout, près de 30 000 Français vivent dans les Émirats Arabes Unis, dont 6 000 à Abou Dhabi. Abou Dhabi arrivera-t-il à devenir un centre international comme Dubaï? Selon les experts Il faudra qu'il relève deux défis : le réchauffement climatique et la conjoncture liée aux instabilités



politiques au Proche-Orient. Pour cela, les autorités misent sur «un ensemble d'avantages qui, espèrent-ils, aideront à propulser la ville au rang de place financière mondiale», tandis que l'absence d'impôt sur le revenu attire déjà de nombreux riches immigrants, qui constituent aujourd'hui

80 % de la population. «Une enquête menée par l'agence immobilière BetterHomes montre que les ressortissants britanniques étaient les plus gros acheteurs d'Abou Dhabi, suivis par les acheteurs des Émirats Arabes Unis, d'Inde, d'Espagne, de Türkiye et des États-Unis». ■

## IMPÔTS : BAHREÏN VA TAXER LES BÉNÉFICES DES MULTINATIONALES DÈS 2025

*Le pays du Golfe a annoncé l'introduction d'une taxe sur les bénéfices des multinationales à partir du 1er janvier 2025, une première dans le Royaume.*

C'est une mesure qui, à coup sûr, fera date. Bahreïn va imposer les bénéfices des multinationales à compter du 1er janvier 2025. La création de cet impôt «*visé à garantir que les multinationales payent une taxe minimum de 15% sur les profits générés*» dans le pays, conformément aux standards de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), a indiqué, dimanche soir, l'agence nationale d'information bahreïnie (BNA).

Cette taxe s'appliquera à toutes les compagnies dont les revenus mondiaux dépassent les 750 millions d'euros, reflétant «*l'engagement du Bahreïn à promouvoir l'équité et la transparence économiques mondiales*», a-t-elle ajouté.

Notons qu'en 2021, plus de 130 pays ont convenu d'introduire un taux d'imposition mondial minimum de 15%, sous l'égide de l'OCDE, afin de mettre fin à la recherche de taux bas par les grandes entreprises.

### Une stratégie de diversification des revenus

Petit producteur de brut non membre de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), Bahreïn cherche à diversifier ses sources de revenus, largement dépendants de l'or noir, à l'instar d'autres pays du Golfe.

Les Émirats Arabes Unis, longtemps considérés comme un paradis fiscal et siège régional de nombreuses entreprises, ont commencé l'année dernière à taxer les bénéfices des entreprises de plus de 375.000 dirhams (environ 91.500 euros) à 9%, tandis qu'Oman et le Koweït ont déjà un taux d'imposition de 15% sur les sociétés étrangères. Selon l'OCDE, l'introduction d'un taux minimum d'imposition des sociétés au niveau mondial devrait générer 220 milliards de dollars (environ 199 milliards d'euros) de recettes annuelles supplémentaires pour les gouvernements. ■



## SPATIAL : APRÈS LE SÉNÉGAL, PROMÉTHÉE VA DÉVELOPPER UNE CONSTELLATION POUR LA CÔTE D'IVOIRE

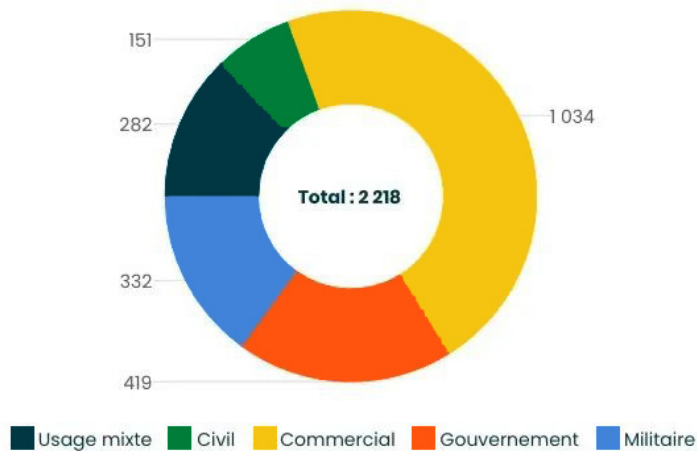
*Face à l'effervescence qui entoure le spatial en Afrique, certains acteurs tentent de tirer leur épingle du jeu. La start-up du New Space Prométhée a signé une collaboration industrielle pour la mise en œuvre d'une constellation ivoirienne de satellites.*

La startup spatiale Prométhée a signé un contrat avec la Côte d'Ivoire pour développer une constellation de satellites. Cette collaboration, officialisée lors du Space Forum de Toulouse, visera à améliorer la sécurité, lutter contre la pêche illégale et le piratage, et surveiller les frontières ivoiriennes. En parallèle, Prométhée

continue de soutenir le Sénégal dans la création d'une constellation similaire, avec le lancement prévu de 2 satellites en 2025. Ces projets, destinés à renforcer les capacités spatiales africaines, incluent la formation de talents locaux et la construction de centres d'imagerie satellitaire. Le Sénégal, déjà engagé dans l'orbite

lunaire et la création d'une « Space Valley », espère devenir un acteur clé du secteur spatial. Ces initiatives soulignent la volonté de l'Afrique de développer un écosystème spatial autonome, avec le soutien de partenaires comme Prométhée, qui s'engage à transférer un savoir-faire technologique.

### Principaux objectifs d'utilisation des satellites dans le monde



Source : <https://www.scidev.net/afrique-sub-saharienne/feature/satellite-developpement-faits-chiffres>



Pour rappel, ces projets, destinés à renforcer les capacités spatiales africaines, incluent la formation de talents locaux et la construction de centres d'imagerie satellitaire. Le

Sénégal, déjà engagé dans l'orbite lunaire et la création d'une « Space Valley », espère devenir un acteur clé du secteur spatial. Ces initiatives soulignent la volonté de l'Afrique de

développer un écosystème spatial autonome, avec le soutien de partenaires comme Prométhée, qui s'engage à transférer un savoir-faire technologique. ■

## MAROC : LES NOUVELLES PRIORITÉS DU SOUVERAIN

*Au-delà du bilan d'un quart de siècle de son règne, SM le Roi Mohammed VI identifie le principal défi que son pays devra relever ces prochaines années : la sécurité hydrique.*

La fête du trône occupe une place prépondérante dans la tradition marocaine, unissant l'ensemble du Royaume autour de son monarque pour commémorer l'anniversaire de son accession au trône et son allégeance officielle. Célébré traditionnellement le 30 juillet, ce moment clé de la vie politique marocaine a été l'occasion pour le Souverain de revenir sur les grands défis qui pointent à l'horizon.

Dans les détails, ce discours est l'occasion de préciser les nouvelles orientations, et en outre, mettre en lumière les accomplissements du royaume et identifier les défis à venir. Parmi les réalisations évoquées, les réformes politiques et institutionnelles ; la consolidation de l'identité marocaine ; les projets économiques et de développement ; ainsi que les

programmes sociaux dont l'objectif est de « garantir la cohésion sociale et à assurer l'accès des citoyens aux services de base ».

### Situation hydrique complexe : le Modus operandi du Maroc

Le souverain marocain rappelle aussi ses instructions pour prendre « des mesures urgentes et novatrices nécessaires afin de prévenir la pénurie d'eau », notamment en milieu rural.

Aujourd'hui, le pays compte 153 barrages existants, et s'apprête à en construire plus de 18. Pour Sa Majesté le Roi Mohammed VI, la priorité doit être accordée, dans le cadre du plan de construction des barrages, « aux projets programmés dans les régions connaissant d'importantes précipitations ».

S'agissant du chantier substantiel d'interconnexion entre les grands bassins hydrauliques, le Souverain a appelé à accélérer sa réalisation, en assurant « la connexion entre le bassin de Oued Laou-Larache et Loukous [nord] et celui de Oued Oum Er-Rbia [centre], en passant par les bassins Oued Sebou et Bouregreg [ouest] ». L'objectif est de pouvoir exploiter le milliard de mètres cubes d'eau actuellement perdu dans la mer. Ce projet, pionnier en Afrique, devrait permettre de répartir de manière équilibrée les ressources hydriques du pays.

### Le Maroc : futur champion africain du dessalement d'eau ?

Rabat voit plus grand et veut développer toute une industrie autour du dessalement de l'eau de mer, en encourageant la création d'entreprises maro-



caines spécialisées dans la réalisation et l'entretien des stations de dessalement, ainsi que la création de filières de formation d'ingénieurs et de techniciens spécialisés dans ce domaine.

L'ambition affichée est de porter la capacité de production à 1,7 milliard de mètres cubes par an, en vue d'approvisionner la moitié de la population en eau potable, d'irriguer d'importantes

superficies agricoles, et de renforcer la sécurité alimentaire du pays à l'horizon 2030. Pour ce faire, « *la réalisation des stations de dessalement de l'eau de mer doit être accélérée* », insiste le Roi.

D'ailleurs, c'est Casablanca, la capitale économique, qui devra abriter la plus grande station de dessalement d'Afrique et la deuxième installation du genre au monde qui sera alimentée

à 100 % en énergie propre. À travers ce projet, la métropole sera en mesure d'assurer l'alimentation de 6,7 millions de personnes en eau potable et d'irriguer plus de 5 000 hectares. La réalisation de ce mégaprojet a été attribuée à un consortium comprenant le groupe espagnol Acciona, ainsi que les entreprises Afriquia Gaz et Green of Africa, deux filiales du groupe marocain Akwa. ■

## POURQUOI L'AFRIQUE DEVRAIT ACCÉLÉRER LE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE DE L'HYDROGÈNE VERT ?

*Le nouveau rapport de l'Hydrogène Council suggère que l'augmentation de la production d'hydrogène renouvelable en Afrique pourrait répondre aux besoins domestiques en électricité et faire du continent un exportateur mondial important.*

Le développement de la production d'hydrogène renouvelable en Afrique permettrait aux États africains de répondre à leurs besoins domestiques en électricité tout en devenant un exportateur majeur pour répondre à la demande mondiale croissante, selon un nouveau rapport de l'Hydrogen Council. Coécrit par McKinsey, The Africa Hydrogen Opportunity souligne que l'Afrique est exceptionnellement bien positionnée pour produire de l'hydrogène renouvelable et ses dérivés grâce à ses ressources solaires, éoliennes, géothermiques et hydroélectriques de niveau mondial.

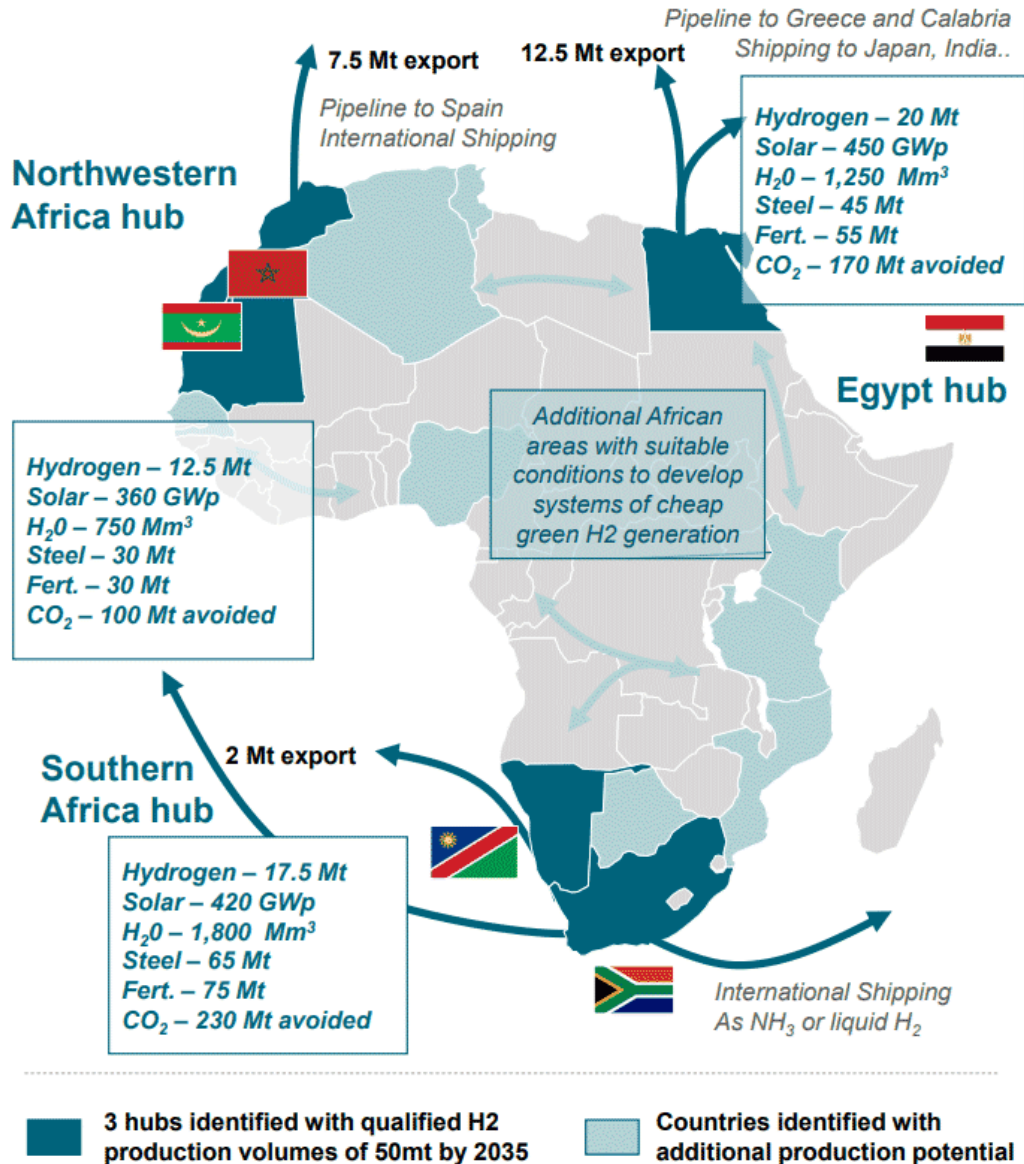
### **13 millions d'emplois d'ici 2050**

La production rentable d'hydrogène renouvelable pourrait accélérer le déploiement de l'énergie renouvelable à usage domestique sur l'ensemble du continent, soutenant ainsi le développement industriel et la transition énergétique. Dans le même temps, le développement des industries d'exportation d'hydrogène renouvelable dans les pays africains pourrait capter une part importante du marché mondial.

L'industrie de l'hydrogène peut créer quelque 13 millions d'années

d'emploi dans les pays africains d'ici le milieu du siècle, y compris des emplois liés à la fois à la construction et à l'exploitation des sites d'énergies renouvelables, des installations de production d'hydrogène, des usines de conversion et des infrastructures d'exportation. Rien qu'en Afrique du Sud, l'économie de l'hydrogène pourrait ajouter 3,6 % au PIB du pays d'ici à 2050 et créer quelque 370.000 emplois, comme l'a souligné le ministre sud-africain de la Science et de l'innovation lors de la récente réunion du Conseil de l'hydrogène à Johannesburg.

Exportable vers les marchés internationaux, cet hydrogène vert pourrait être généré à partir d'énergie solaire dans quatre pays africains avantageux pour ce type de production : l'Égypte, le Maroc, la Mauritanie et l'Afrique australe.



Source: <https://www.h2-mobile.fr/actus/hydrogene-enorme-potentiel-afrique-confirme-nouvelle-etude/>

### Un coût de production plus élevé

Toutefois, le rapport constate que les coûts de financement plus élevés, les infrastructures et la disponibilité d'une main-d'œuvre qualifiée constituent actuellement un obstacle en Afrique par rapport à d'autres régions, ce qui rend le coût de production de l'hydrogène prévu pour les pays africains plus élevé que celui du Moyen-Orient et de l'Australie..

400 milliards de dollars d'investissements

Si l'Afrique devait s'emparer d'une part estimée à 15% du volume des échanges de l'hydrogène propre et de

ses dérivés, grâce à des stratégies de compétitivité et de diversification des importations sur le marché mondial des matières premières, cela se traduirait par 1 Mtpa (million de tonnes per Annum) d'équivalents hydrogène exportés vers l'Europe et l'Asie en 2030, qui passeraient à 5 Mtpa en 2040 et à 11 Mtpa en 2050. En outre, l'avitaillement en carburants dérivés de l'hydrogène sur les principales routes maritimes pourrait représenter 2 Mtpa.

D'après les experts de McKinsey, pour parvenir à une économie africaine de l'hydrogène de cette taille,

il faudrait disposer d'un capital supplémentaire total de plus de 400 milliards de dollars. Combinées, toutes les exportations de produits à base d'hydrogène pourraient augmenter la valeur des exportations de l'Afrique de plus de 15 milliards de dollars par an d'ici à 2050.

Concernant la demande intérieure, 75 % de la consommation d'hydrogène en Afrique pourrait être captée par les secteurs de la chimie, du raffinage et des transports, couvrant ainsi une consommation totale de 6,5 Mtpa d'ici 2050. ■

## 8<sup>ème</sup> RÉUNION ANNUELLE DES INSTITUTIONS DE L'OCI

*Le CIDC a participé à la 8<sup>ème</sup> Réunion Annuelle des Institutions de l'OCI (ACMOI) et était représenté par Mme Latifa Elbouabdellaoui, Directrice Générale et Dr. Mamoudou Bocar SALL, Directeur Général Adjoint. Cette réunion s'est tenue au siège de l'OCI à Djeddah les 4 et 5 décembre 2024.*

Les six comités thématiques de l'ACMOI ont pris part à cette réunion et sont : les affaires politiques, la Palestine et les affaires d'Alquds, les affaires économiques, la science et la technologie, la culture, les sports, la jeunesse, l'information, les droits humains et les affaires familiales ainsi que les affaires humanitaires. La réunion a été présidée par S.E. Dr. Ahmed Sengendo, Secrétaire Général Adjoint de l'OCI pour les Affaires Economiques. Plus de 30 Chefs de délégations et des représentants des Institutions de l'OCI et de Comités Permanents de l'OCI ont y pris part.



Le CIDC a participé activement au comité des Affaires Economiques. Son Excellence, Dr. Ahmed Sengendo, Secrétaire Général Adjoint de l'OCI pour les Affaires Economiques, a pris la parole pour dresser le bilan des activités économiques depuis la 7<sup>ème</sup> Réunion de l'ACMOI et ce, dans les domaines suivants : Commerce et Investissements Intra-OCI; Agriculture, Développement Rural et Sécurité Alimentaire ; Développement du Tourisme ; Secteur Privé et Entreprenariat ; Lutte contre la Pauvreté ; Développement de l'Infrastructure et Intégration Régionale ; Travail, Emploi et Protection Sociale ; Transport ; Divers. Un Représentant de l'OCI a présenté l'évolution du Plan d'Action Décennal de l'OCI 2016-2025 et la stratégie du 3<sup>ème</sup> Plan de 2026-2035 et a exhorté les institutions à soumettre leurs programmes.



La Directrice Générale du CIDC a présenté le programme d'activités 2024-2025 du Sous-Comité sur le Commerce et l'Investissement (TISC) et ce, dans le domaine de la promotion du commerce et des investissements, du Développement de l'Industrie Halal y compris le Tourisme ; la Facilitation du Commerce incluant le SPC-OCI et l'Intégration

Régionale. En 2024, les Membres du TISC ont mis en œuvre 42% de ses activités, 16% en cours de réalisation et 42% programmé en 2025.

Par ailleurs, la Directrice Générale du SESRIC qui Préside le sous-comité sur le Financement et le Développement du Secteur Privé (FIDEPS) a présenté les activités du comité sur les domaines du financement, de l'agriculture et du développement rural, de la lutte contre la pauvreté et du développement du secteur privé.

Durant la réunion, il a été recommandé aux sous-comités TISC et FIDEPS de continuer d'effectuer des rapports

semestriels en collaboration avec leurs membres et de les soumettre au Secrétariat Général de l'OCI. Tous les membres des sous-comités doivent mettre à jour la liste de leurs membres pour faciliter la communication et le reporting des programmes.

Les participants ont mis en exergue l'importance de dynamiser la coopération sud-sud et d'initier un soutien aux PME et des PMAs dans le domaine de la promotion du commerce intra-OCI, la sécurité alimentaire, l'entreprenariat et l'implication du secteur privé, et la digitalisation des services du commerce et des investissements. ■





## L'AFRIQUE EN LUMIÈRE : LE FORUM D'INVESTISSEMENT DE L'OCI À BAMAKO, 2025

*Du 18 au 20 novembre 2025, Bamako, capitale du Mali, accueillera un événement de grande envergure : le Forum d'Investissement de l'Organisation de la Coopération Islamique (OCI) en Afrique.*

Cet événement vise à libérer le potentiel d'investissement du continent en réunissant gouvernements, acteurs privés et institutions internationales. Malgré ses richesses naturelles, sa population jeune et dynamique, et son emplacement géostratégique, l'Afrique continue de faire face à des défis importants en matière d'investissements directs étrangers (IDE). En 2023, les flux d'IDE vers les pays membres de l'OCI ont chuté de 11,1 % pour atteindre 150 milliards de dollars, une baisse significative attribuée aux turbulences économiques mondiales et aux crises politiques. Cependant, l'Afrique montre des signes d'amélioration grâce à des réformes économiques et une intégration régionale croissante.

Notons qu'entre 2014 et 2023, les pays africains membres de l'OCI ont attiré 287,1 milliards de dollars en IDE, avec des champions comme l'Égypte (76,4 milliards \$), le Maroc (23,9 milliards \$) et le Nigeria (25,1 milliards \$). Ces chiffres, bien qu'encourageants, soulignent un potentiel inexploité dans d'autres régions du continent.

### Objectifs du Forum

Le Forum vise à lever les obstacles à l'investissement tout en explorant les

opportunités dans des secteurs clés tels que :

- L'agriculture et l'agroalimentaire
- L'énergie renouvelable
- Les infrastructures
- Le textile et le tourisme
- Les industries extractives

Parmi ses ambitions principales, le Forum cherche à renforcer les partenariats public-privé au sein de l'OCI et à promouvoir des instruments financiers islamiques innovants pour encourager l'investissement.

**Un programme riche et diversifié**  
L'événement s'articulera autour de quatre grandes sessions thématiques :

1. Opportunités et défis de l'investissement en Afrique, mettant en lumière les meilleures pratiques et les perspectives globales.
2. Numérisation, innovation et économie nouvelle, avec un focus sur les mécanismes comme le financement participatif et les agences de promotion de l'investissement.
3. Chaînes de valeur mondiales, pour connecter les entreprises africaines aux marchés internationaux.

4. Investissement comme levier de résilience et d'industrialisation, couvrant des secteurs comme le textile, les énergies renouvelables et le tourisme.

En marge de ces discussions, des expositions et des rencontres bilatérales permettront aux investisseurs de découvrir des projets bancables en Afrique.

### Un événement pour transformer l'avenir

Le Forum d'investissement de l'OCI à Bamako promet d'être un catalyseur pour l'intégration économique africaine. En réunissant décideurs publics, investisseurs privés et partenaires internationaux, il ambitionne de poser les bases d'une coopération renforcée et durable, tout en plaçant l'Afrique au cœur de la dynamique mondiale d'investissement. Avec des initiatives comme la création d'une base de données sur les projets d'investissement en Afrique et l'organisation de forums virtuels, l'événement s'inscrit dans une vision stratégique : transformer les défis en opportunités et faire de l'Afrique un acteur incontournable du paysage économique mondial. ■

## EN BREF

### ► Le Consortium Enko Capital Acquiert Société Générale Mauritanie

Dans un mouvement stratégique significatif, le consortium Enko Capital – Oronte a annoncé ce mois de janvier la signature d'un accord pour l'acquisition de Société Générale Mauritanie (SGM), promettant de révolutionner le secteur bancaire du pays. Enko Capital, dirigée par Alain et Cyrille Nkontchou et gérant plus de 1,2 milliard de dollars.

### ► Le Niger encaisse 21,506 milliards de FCFA de bons du trésor au niveau du marché financier de l'UMOA

En vue d'assurer la couverture des besoins de financement de son budget, le Niger a encaissé sur le marché financier de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA) la somme de 21,506 milliards de FCFA (36,560 millions de dollars) au terme de son émission d'adjudication de bons assimilables du trésor.

### ► Le capital privé africain en baisse de 11% en 2024 (AVCA)

La dynamique du capital privé en Afrique semble marquer le pas. Selon le dernier rapport de l'Association africaine du capital privé (AVCA), les investissements sur le continent ont chuté de 11% depuis le début de l'année, poursuivant un déclin amorcé l'an dernier. En cause, des turbulences économiques mondiales, avec une inflation persistante et des taux d'intérêt élevés, qui incitent les investisseurs à la prudence. Résultat : les grandes transactions se raréfient, au profit de deals plus petits, moins risqués.

### ► Naziha Belkeziz, la nouvelle CEO du groupe Banque Centrale Populaire

La Banque Centrale Populaire (BCP), l'un des principaux établissements bancaires du Maroc, vient de nommer Naziha Belkeziz (photo) au poste de présidente directrice générale, la première femme à occuper cette fonction. Elle succède à Mohamed Karim Mounir, qui a annoncé son départ à la retraite après près de trois décennies au sein de la banque, dont six ans à la tête du groupe.

### ► Burkina Faso : 131 millions \$ pour moderniser l'aéroport de Bobo-Dioulasso

Le Burkina Faso consacrera une enveloppe de 80 milliards de francs CFA (soit 131,14 millions de dollars) à la modernisation de l'aéroport international de Bobo-Dioulasso. Cette annonce a été faite à l'issue du Conseil des ministres du mercredi 6 novembre. Ce vaste projet d'infrastructure vise à renforcer le secteur aérien, mais également à stimuler des activités économiques connexes telles que le tourisme, l'hôtellerie, ainsi que les secteurs agricole et commercial.

### ► Maroc : 437 millions \$ pour augmenter les capacités de Tanger Med

Au Maroc, la Société financière internationale (SFI) a annoncé, le lundi 4 novembre 2024, un prêt de 197 millions d'euros (215,2 millions \$) en faveur du complexe Tanger Med. Dans un communiqué publié sur son site, l'institu-

tion indique que l'enveloppe servira à agrandir « le terminal pour camions et passagers » et à renforcer la position stratégique du Maroc en tant que plaque tournante du commerce régional et mondial. À ce financement s'ajoute un prêt commercial de 203 millions d'euros (221,76 millions \$) accordé par un groupe de banques internationales emmené par JP Morgan.

### ► L'Arabie Saoudite met le turbo sur l'IA

L'Arabie saoudite envisage d'investir un montant de 100 milliards de dollars pour lancer un nouveau projet d'Intelligence artificielle (IA), dans le cadre d'une initiative visant à développer un pôle dédié aux technologies de pointe, ont rapporté jeudi des médias locaux. Cette entité soutenue par l'État investira dans des centres de données, des startups et d'autres infrastructures pour le développement de l'IA, a souligné la même source, ajoutant que l'initiative, baptisée «Project Transcendence», prévoit également d'attirer de nouveaux talents dans le Royaume, de développer l'écosystème technologique local et d'inciter les entreprises technologiques à investir dans le pays.

### ► Sénégal : le PIB peut croître de 2% grâce à l'adaptation aux effets climatiques (BM)

Le Sénégal pourrait connaître un gain de 2% de son produit intérieur brut (PIB) d'ici 2030 grâce à des investissements stratégiques en matière d'adaptation au changement climatique, a indiqué le « Rapport national sur le climat et le développement (CCDR) » de la Banque mondiale. « Les investissements d'adaptation dans les quatre secteurs considérés (représentant des besoins de financement d'environ 0,9 pour cent du PIB pour la période allant jusqu'à 2030 et de 0,1 pour cent par la suite) sont estimés apporter des gains de PIB d'environ 2 pour cent d'ici 2030, et entre 0,5 et 1 pour cent en moyenne par la suite », indique le document.

### ► Vista s'étend signe sa première offensive internationale

Après avoir repris les activités de Société Générale SA et de BNP Paribas SA sur des marchés en Afrique, deux poids lourds du secteur bancaire, le groupe Vista a franchi une nouvelle étape en étendant ses activités en France. Cette étape importante dans l'expansion internationale du groupe, basé au Burkina Faso, devrait se concrétiser au second semestre, devenant ainsi la première opération de la banque en dehors de l'Afrique. Vista a à cet effet annoncé avoir reçu l'approbation de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), dans un communiqué de la banque publié ce vendredi 17 janvier.

### ► Egypte: Sequence Ventures prévoit un fonds de 50 millions USD en 2026

Sequence Ventures, une société égyptienne de capital-risque spécialisée dans les technologies de pointe (Deep-Tech), prévoit de lancer un fonds de 50 millions USD en 2026. Ce fonds, baptisé Africa Deep Tech, sera destiné à investir dans des startups technologiques en Afrique. Selon le PDG de la société, Seif Zoghbi, la société vise à clôturer son fonds SV Deep Tech.

## **Le Centre Islamique pour le Développement du Commerce (C.I.D.C),**

dont le siège est à Casablanca (Maroc), constitue un instrument privilégié de promotion des échanges commerciaux des États Membres de l'Organisation de la Coopération Islamique.

### **Il a pour objectifs de :**

- Encourager le développement des échanges commerciaux réguliers entre les États Membres ;
- Promouvoir les investissements visant le développement des échanges commerciaux ;
- Contribuer à la promotion des productions des États Membres et favoriser l'accès aux marchés extérieurs ;
- Promouvoir l'information commerciale ;
- Assister les États Membres dans le domaine de la promotion commerciale et des négociations commerciales internationales ;
- Assister les entreprises et les opérateurs économiques.

### **L'action du C.I.D.C s'articule autour de six axes principaux :**

#### **PROMOTION COMMERCIALE**

- Encourager les contacts entre les hommes d'affaires des États Membres ;
- Assurer la promotion des productions des États Membres notamment par la tenue régulière de la Foire Islamique et par l'organisation d'expositions et salons spécialisés ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Promotion des Exportations.
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion Commerciale.

#### **INFORMATION COMMERCIALE**

- Collecter et diffuser les données commerciales ;
- Développer des bases de données commerciales accessibles à distance ;
- Assister les États Membres dans la création et l'organisation de Centres de Documentation et de réseaux d'Information Commerciale.

#### **PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**

- Encourager les investissements intra-OCI ;
- Promouvoir les investissements étrangers dans les États Membres de l'OCI ;
- Encourager le partenariat entre les opérateurs économiques des États Membres ;
- Assurer des services de conseil et d'expertise aux États Membres en matière de promotion des investissements particulièrement ceux tournés vers l'exportation

#### **ÉTUDES ET RECHERCHES**

- Publier un Rapport Annuel sur le commerce inter-islamique ;
- Mener des études sectorielles concernant les produits et les marchés ;
- Etudier les voies et moyens susceptibles d'atténuer les obstacles au commerce entre les États Membres.

#### **FORMATION**

- Organiser des séminaires et des stages de formation
- Aider les États Membres à créer un corps d'experts dans les divers domaines du développement commercial.

#### **NÉGOCIATIONS COMMERCIALES INTERNATIONALES**

- Assister les États Membres dans les négociations commerciales ;
- Préparer et organiser les négociations commerciales intra-OCI .

# agenda



■ **FORUM ET EXPOSITION DES DATTES DE L'EGYPTE**

20-21 novembre 2024 • Le Caire /Egypte

■ **HALAL INTERNATIONAL EXPO**

27-30 novembre 2024 • Istanbul/Türkiye

■ **8<sup>e</sup> RÉUNION ANNUELLE DE COORDINATION DES INSTITUTIONS DE L'OCI (ACMOI)**

4-5 décembre 2024 • Jeddah, Arabie Saoudite

■ **FORUM DES AGENCES DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS DE L'OCI**

20-21 février 2025 • Casablanca, Maroc

■ **WEBINAIRE DE SENSIBILISATION SUR L'IMPORTANCE DU SYSTÈME DES PRÉFÉRENCES TARIFAIRES DE L'OCI AU PROFIT DES PAYS AFRICAINS MEMBRE DE L'OCI**

9 février 2025 • En ligne

■ **RÉUNION DES CONSEILLERS ÉCONOMIQUES DES AMBASSADES DES ÉTATS MEMBRES DE L'OCI ACCRÉDITÉES AU ROYAUME DU MAROC**

23 janvier 2025 • Rabat, Maroc

■ **42<sup>e</sup> RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CIDC**

8-9 Avril 2025 • Casablanca, Maroc

■ **17<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DE L'AGRICULTURE DU MAROC (SIAM)**

21-27 avril 2025 • Meknès, Maroc

■ **LA FOIRE INTERNATIONALE DE L'AGRICULTURE ET DES RESSOURCES ANIMALES DU SÉNÉGAL (FIARA)**

24 avril - 20 mai 2025 • Dakar, Sénégal

■ **5<sup>e</sup> EXPOSITION DE LA SANTÉ AU SÉNÉGAL**

15-19 avril 2025 • Dakar, Sénégal

■ **41 SESSION DU COMITÉ DE SUIVI DU COMCEC**

13 et 14 mai 2025 • Ankara, Türkiye

■ **2<sup>e</sup> SALON COTON TEXTILE ET HABILLEMENT DE L'OCI**

15-17 juillet 2025 • Yaoundé, Cameroun

■ **41 SESSION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DU COMCEC**

1- 4 novembre 2025 • Istanbul, Türkiye

■ **FORUM DE L'INVESTISSEMENT DE L'OCI EN AFRIQUE**

18-20 novembre 2025 • Bamako, Mali

■ **9<sup>e</sup> RÉUNION ANNUELLE DES INSTITUTIONS DE L'OCI (ACMOI)**

10-11 décembre 2025 • Jeddah, Arabie Saoudite



Centre Islamique  
pour le Développement du Commerce

ORGANE SUBSIDIAIRE DE L'ORGANISATION DE LA COOPÉRATION ISLAMIQUE

Tour des Habous 11/12 ème étage 20000 Casablanca-Maroc

+212 522 314 974

icdt@icdt-oic.org

www.icdt-cidc.org